

ponctué d'affrontements sporadiques et les tensions montent régulièrement dans la course aux élections du 17 décembre, que Doudaïev et ses partisans bien armés ont dénoncé comme une tentative provocante de légitimer la règle de Moscou.

Malgré les efforts des rebelles, les forces fédéralistes sont parvenues à tenir des élections tant à la Douma russe qu'à la direction de la république tchéchène. Dogu Zavgayev, le candidat de Moscou pour ce dernier poste, a obtenu 95 % des votes dans une consultation où, à ce que l'on rapporte, le taux de participation a été de 60 %. La mission d'observation de l'OSCE a fermé son bureau à Grozny pour la durée du scrutin, car à son avis les conditions ne se prêtaient pas encore à des élections libres et équitables.

Bien que tous les centres peuplés soient en apparence sous contrôle russe, la recrudescence récente des activités terroristes tchéchènes et la réponse cruelle de la part des autorités russes mettent en lumière les limites de la poigne de Moscou sur la république et les difficultés que comporte l'enclenchement d'un processus de réconciliation. Eltsine privilégierait encore une solution pacifique pour limiter l'incidence du conflit sur son image politique déjà ternie, mais avec la fin des élections à la Douma et compte tenu des récents événements, les tenants de l'intensification des opérations militaires pourraient maintenant l'emporter haut la main à Moscou.

Les perspectives d'un règlement pacifique et durable demeurent ténues. Doudaïev tient fermement à l'indépendance, alors que Moscou est aussi déterminée à garder la Tchétchénie dans la Fédération. Bien que l'équipe de l'OSCE soit en attente à Grozny pour arbitrer des pourparlers de paix, les négociations ne sont pas pour demain. Et même si elles devaient reprendre et aboutir à un accord acceptable pour la majorité des Tchétchènes, les insurgés irréductibles comme ceux qui ont monté la plus récente prise d'otages poursuivraient leur travail de sabotage de la restauration de la société civile, seule garante du respect des droits de la personne.

### LA POSITION DU CANADA

Le Canada a déploré l'effusion de sang et les violations des droits de la personne qui ont affligé la Tchétchénie et a exhorté les parties à chercher un règlement pacifique négocié. Nous avons souvent réitéré notre message tant devant l'OSCE qu'à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, à Genève. À sa 51<sup>e</sup> séance, la Commission, par l'intermédiaire d'une déclaration du président, a déploré les violations des droits de la personne et du droit humanitaire commises par la Russie en Tchétchénie, et a demandé au secrétaire général de l'ONU de faire rapport sur la question à sa 52<sup>e</sup> séance. Le premier ministre Chrétien a parlé du sujet au président Eltsine, à Halifax en juin, puis de nouveau lors de sa réunion du 5 octobre à Ottawa avec le premier ministre Tchernomyrdine qui lui a donné l'assurance que son gouvernement vise une solution pacifique. Le ministre Ouellet, préoccupé par les récents développements à Pervomaiskoe, a émis une déclaration le 17 janvier dans laquelle il appelait au calme et au retour à la table des négociations. Le Canada a débloqué 2,5 millions de dollars pour financer une aide humanitaire d'urgence qui sera apportée aux Tchétchènes par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge.